

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la revitalisation du Conseil économique et social¹⁸ et des opinions exprimées à ce sujet par les Etats Membres,

Tenant compte du fait que le Secrétaire général, conformément à la résolution 43/174 et au paragraphe 5 de la résolution 44/103 de l'Assemblée générale, présentera à l'Assemblée, lors de sa quarante-cinquième session, un rapport sur la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, pour faciliter un examen plus approfondi de la question et prendre les mesures appropriées,

1. *Souligne* la nécessité d'appliquer pleinement et rapidement les dispositions des résolutions 1988/77 et 1989/114 du Conseil;

2. *Décide* d'examiner, lors de sa seconde session ordinaire de 1992, l'application des mesures convenues pour revitaliser le Conseil, compte tenu de l'obligation qui lui incombe de promouvoir la coopération économique et sociale internationale et conformément aux articles pertinents de la Charte des Nations Unies;

3. *Invite* le Président du Conseil à engager des consultations officielles, ouvertes à la participation de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, sur toutes les questions intéressant l'examen de l'application des mesures prévues pour la revitalisation du Conseil, et de présenter au Conseil, lors de sa seconde session ordinaire de 1991, un rapport intérimaire à ce sujet.

37^e séance plénière
27 juillet 1990

1990/70. Activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions précédentes sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud, en particulier la résolution 1988/56 du 27 juillet 1988, dans laquelle il a prié instamment toutes les sociétés transnationales d'arrêter immédiatement toutes les formes de collaboration avec le régime raciste en Afrique du Sud et demandé que des mesures spécifiques soient prises par les Etats Membres et les sociétés transnationales pour mettre fin à cette collaboration,

Notant avec grande préoccupation le maintien par la force du système inhumain de l'*apartheid* en Afrique du Sud et le déni persistant des droits civils et politiques de la majorité de la population de ce pays,

Se félicitant de la Déclaration sur l'*apartheid* et ses conséquences destructrices en Afrique australe, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution S-16/1 du 14 décembre 1989, qui contient des lignes directrices pour mettre fin à l'*apartheid* de manière pacifique,

Considérant que la continuation des investissements, des échanges, de la coopération technologique et d'autres formes d'activités clandestines ou déclarées menées par les sociétés transnationales à l'intérieur ou à l'extérieur d'Afrique du Sud entretient l'*apartheid*,

Notant avec un profond regret la décision inamicale prise par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de lever unilatéralement l'interdiction décrétée par la Commission des Communautés européennes de faire de nouveaux investissements en Afrique du Sud, contrairement au consensus politique exprimé dans la Déclaration sur l'*apartheid* et ses conséquences destructrices en Afrique australe, selon lequel les mesures déjà prises pour amener le régime sud-africain à éliminer l'*apartheid* ne devraient pas être relâchées tant que n'existeront pas des preuves manifestes de changements profonds et irréversibles,

Notant également avec un profond regret la décision sans scrupules du Gouvernement hongrois, représentant un membre fondateur du Comité spécial contre l'*apartheid*, d'instituer des contacts commerciaux et économiques avec le régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud,

Rappelant que certaines banques transnationales et autres institutions financières internationales ont rééchelonné leurs prêts à l'Afrique du Sud, au mépris le plus total de l'intérêt prépondérant qu'a la communauté internationale à voir éliminer pacifiquement et rapidement l'*apartheid*,

Rappelant également que certaines sociétés transnationales qui avaient prétendument quitté l'Afrique du Sud ont en fait maintenu avec d'anciennes filiales des liens autres que les prises de participation, par exemple des accords de franchisage, de licence et de redevances,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général concernant les responsabilités des pays d'origine en ce qui concerne les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud, en violation des résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies¹⁹,

1. *Réaffirme* son horreur de l'*apartheid*, qui est un crime contre l'humanité, et condamne le régime sud-africain qui perpétue l'*apartheid* et commet des actes directs et indirects de déstabilisation militaire et économique contre les Etats indépendants voisins;

2. *Se félicite* de l'apparition en Afrique du Sud d'un climat politique susceptible de créer une atmosphère propice à des négociations visant la suppression de l'*apartheid* et à la création d'une Afrique du Sud sans préjugés raciaux, démocratique et unie;

3. *Prie instamment* le Gouvernement sud-africain d'agir rapidement pour créer les conditions nécessaires à l'établissement d'une démocratie véritable en Afrique du Sud, fondée sur les lignes directrices énoncées dans la Déclaration sur l'*apartheid* et ses conséquences destructrices en Afrique australe;

¹⁸ E/1990/75.

¹⁹ E/C.10/1990/8.

4. *Condamne* les sociétés transnationales qui continuent de collaborer avec le régime minoritaire raciste en Afrique du Sud, au mépris des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de l'opinion publique internationale et, dans bien des cas, en violation de mesures adoptées par leur pays d'origine;

5. *Accueille avec satisfaction*, en tant que première étape, les mesures prises par certains gouvernements en vue d'imposer des restrictions aux investissements, aux prêts bancaires et à d'autres activités économiques en Afrique du Sud, ainsi que le fait que certaines sociétés transnationales se sont défaites de leur participation dans des entreprises en Afrique du Sud;

6. *Regrette vivement* que les mesures prises jusqu'à maintenant ne correspondent pas aux sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud demandées par l'Assemblée générale dans ses résolutions;

7. *Demande* aux gouvernements des pays d'origine des sociétés transnationales d'appliquer pleinement les dispositions de la résolution 1988/56 du Conseil économique et social et d'envisager d'adopter d'autres mesures pour interdire toutes formes de collaboration par les sociétés transnationales avec le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud, y compris non seulement les investissements directs, mais aussi les services, les arrangements autres que les prises de participation, la concession de licences d'exploitation de technologies, les accords de distribution et de franchisage et autres activités du même genre;

8. *Condamne* la décision du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de lever unilatéralement l'interdiction décrétée par la Commission des Communautés européennes de faire de nouveaux investissements en Afrique du Sud, ce qui sert à encourager le régime d'*apartheid* à consolider le système d'*apartheid*, en cette étape critique de la lutte pour l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud;

9. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de reporter sans délai sa décision;

10. *Condamne* la décision répréhensible du Gouvernement hongrois tendant à instituer des liens commerciaux, économiques et politiques avec le régime d'*apartheid*, décision totalement incompatible avec la position de principe que ce gouvernement a prise précédemment à ce sujet;

11. *Demande* au Gouvernement hongrois de reprendre sa position traditionnelle d'opposition au racisme et d'abandonner tout lien avec le régime d'*apartheid* qui servirait à soutenir celui-ci;

12. *Demande instamment* à toutes les sociétés transnationales de mettre immédiatement fin à toutes activités en Afrique du Sud et à toutes relations commerciales ou économiques avec le régime raciste minoritaire;

13. *Demande* à tous les organismes multilatéraux de financement et de développement de mettre immédiate-

ment fin à toute forme d'appui et à toute forme de collaboration avec le régime raciste en Afrique du Sud;

14. *Prend note avec satisfaction* du rapport et des recommandations du Groupe de personnalités éminentes chargé de conduire la deuxième série d'auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud²⁰;

15. *Prie* le Secrétaire général :

a) De poursuivre l'œuvre utile que constituent la collecte et la diffusion d'informations au sujet des activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud, notamment la liste des sociétés transnationales qui opèrent encore dans ce pays;

b) De réaliser des études sur l'ampleur et les modalités des activités menées par les sociétés transnationales en Afrique du Sud, notamment pour ce qui est des arrangements autres que la prise de participation et de leur participation à certains secteurs de l'économie sud-africaine, ainsi qu'une étude à jour sur les responsabilités des pays d'origine au sujet des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud en violation des résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies;

c) De faire rapport annuellement à la Commission des sociétés transnationales, au Conseil économique et social, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution.

37^e séance plénière
27 juillet 1990

1990/71. Activités du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales

Le Conseil économique et social

I

1. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport contenant des propositions concrètes sur les moyens d'encourager les investissements étrangers directs dans les pays en développement pour compléter les investissements internes, en tenant dûment compte des besoins particuliers des pays les moins avancés;

2. *Prie également* le Secrétaire général d'étudier, en coopération avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et d'autres organisations les rapports réciproques entre l'investissement, le commerce et le développement en vue de suggérer des moyens d'encourager et de renforcer la contribution des sociétés transnationales au développement des pays en développement par le biais du commerce et des investissements.

II

1. *Prie* le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales de préparer, sur la

²⁰ A/44/576-S/20867. annexe.